Socio

La nouvelle revue des sciences sociales

3 | 2014 :
Chercheurs à la barre
Varia

La politique brésilienne dans une nouvelle ère ?

Have Brazilian politics entered a new era?

Bernardo Sorj
Traduction de Kim Fredericq Evangelista

p. 367-374

Résumés

Français English
Les mobilisations de juin de l'année dernière ont lancé dans la rue des milliers de manifestants dans les villes du Brésil, en prenant par surprise tous les analystes politiques. Cet article ne prétend pas réaliser une description détaillée des événements. Notre objectif est d'analyser de manière critique les deux clés d'interprétation qui ont cherché à expliquer ce qui est arrivé. La première, dominante dans les médias et les commentaires des chercheurs en sciences sociales, a expliqué les manifestations par l'émergence d'un nouvel « acteur », les réseaux sociaux, manifestations qui se seraient caractérisées par leur imprévisibilité, leur décentralisation, et leur spontanéité. La seconde a cherché à appliquer les catégories de classes sociales et surtout la division droite / gauche, afin de comprendre les raisons et les orientations des manifestants.

In June last year thousands of demonstrators took to the streets in the cities of Brazil in protest mobilisations which took all political analysts by surprise. This article does not attempt to give a detailed description of the events. Our aim is to make a critical analysis of the two key notions in the interpretations which endeavoured to explain what happened. The first, which dominated in the media and the comments of social science researchers, explained the demonstrations by the emergence of a 'new actor', the social networks, which were characterised by their unpredictability, their decentralisation and their spontaneity. The second attempted to use social class categories and primarily the right/left division to gain an understanding of the reasons and orientations of the demonstrators.

Entrées d'index

Mots-clés : Brésil, politique, mobilisations, internet, nouvelles classes moyennes, jeunesse, 2013
Keywords : Brazil, policy, mobilizations, internet, new middle classes, youth, 2013

Texte intégral

1 Les explosions sociales sont imprévisibles. En particulier au Brésil où dix ans de gouvernement du parti des travailleurs (PT)[1] ont neutralisé toute disposition à la protestation de rue, qu'elle vienne des organisations syndicales, de la société civile, des mouvements sociaux ou de la communauté étudiante. Avant son arrivée au pouvoir, le PT représentait le principal canal de mobilisation des masses et à la suite de l'élection du président Lula, la capacité de cooptation du parti s'est révélée extrêmement efficace. Les groupes non affiliés au parti semblaient être tombés dans un état d'apathie envers la politique, notamment parce que l'opposition n'est jamais parvenue à les mobiliser.

2 Cette démobilisation a renforcé la méfiance vis-à-vis de la politique mais n'a pas éliminé le mécontentement des citoyens. La croissance économique et l'amélioration des conditions de vie ont paradoxalement été synonymes de nouvelles dépenses et de nouveaux types de dépense (téléphonie, Internet, éducation et assurance santé privée), elles ont provoqué une pression accrue sur le budget de nombreux ménages. Ceux-ci se sont sentis de plus en plus frustrés, écrasés sous les impôts alors que l'État, impliqué dans des pratiques de surfacturation et des scandales de corruption à répétition, n'offrait à la population que des services publics de mauvaise qualité.

3 Les mobilisations de juin de l'année dernière ont lancé dans la rue des milliers de manifestants dans les villes du Brésil, prenant par surprise tous les analystes politiques. Cet article ne prétend pas réaliser une description détaillée des événements. Notre objectif est d'analyser de manière critique les deux clés d'interprétation de ce qui est arrivé. La première, dominante dans les médias et les commentaires des chercheurs en sciences sociales, a expliqué les manifestations par l'émergence d'un nouvel « acteur », les réseaux sociaux, manifestations qui se seraient caractérisées par leur imprévisibilité, leur décentralisation, et leur spontanéité. La seconde a cherché à appliquer les catégories de classes sociales et surtout la division droite/gauche, afin de comprendre les raisons et les orientations des manifestants (voir Singer, 2013). Nous pensons que chacune des deux explications perd de vue l'aspect réellement nouveau de ce qui est arrivé. La nouveauté est constituée par la disposition à sortir dans la rue et non pas par l'usage des réseaux sociaux (bien souvent un succédané de participation), et par la prédominance des revendications républicaines qui n'entrent pas dans le schéma de la division droite/gauche et, d'une certaine façon, lui sont antérieures.

La politique passe par Internet mais se joue dans la rue

4 Notre premier constat est que, malgré l'importance accordée par de nombreux analystes au rôle des réseaux sociaux, l'action politique, celle qui a des conséquences sur le cours de l'histoire, reste réelle et non virtuelle. Elle est décisive, non pas lorsque l'on reste chez soi pour cliquer sur la souris de son ordinateur, mais bien lorsque l'on descend dans la rue.

5 Il est évident que les nouveaux systèmes de communication sont plus rapides et plus efficaces que les textes ronéotypés utilisés par les étudiants dans les années 1960, ou les brochures typographiées par les révolutionnaires des siècles passés, ou les graffitis sur les murs, les textes manuscrits cloués sur la place publique avant l'apparition de la presse. Les nouveaux moyens de communication disséminent l'information en temps réel et sous forme virale, facilitant l'échange de messages et l'organisation de rassemblements.

6 Dans le contexte brésilien, lorsque l'apathie politique s'est emparée de la société, l'utilisation des nouvelles technologies est devenue particulièrement pertinente en raison de l'incapacité ou de la réticence des partis politiques, des syndicats et de la communauté étudiante, à mobiliser les populations dans l'espace public. Ce qui était possible et normal sans les réseaux virtuels ne semble réalisable aujourd'hui que grâce aux nouvelles technologies. Mais le véritable changement qui se déroule actuellement au Brésil, c'est bien le peuple dans la rue et non l'utilisation d'Internet. Rappelons par exemple qu'une pétition récente demandant que Renan Calheiros[2] ne devienne pas président du Sénat a réuni plus d'un million et demi de signatures, mais qu'elle est restée sans effet.

7 La caractéristique des manifestations qui se déroulent au Brésil, comme dans d'autres endroits de la planète, est la convergence de nouveaux moyens de communication extrêmement efficaces et d'institutions politiques incapables de répondre au mécontentement de différentes couches de la population. Cette convergence possède une autre affinité élective : les messages courts des réseaux sociaux sont les plus adéquats pour créer des synergies entre des individus qui n'ont pas et ne cherchent pas de discours idéologiques. Les adeptes du marketing politique l'avaient déjà compris.

8 Sans vouloir nier l'importance des caractéristiques des nouveaux moyens de communication, les raisons pour lesquelles les gens décident d'exprimer leur mécontentement et leur désir de changement doivent être recherchées dans les esprits et les cœurs, pas dans les machines. Que s'est-il passé ? La première question qui se pose est le « quand ? » Ce n'est certainement pas l'augmentation du prix du bus à São Paulo qui a suscité un mouvement national. Que cela soit arrivé au début de la coupe des confédérations n'était sans doute pas un hasard. La coupe représentait, pour les citoyens, non pas une image de réussite nationale mais bien un ensemble de travaux publics surfacturés. Comme me l'a expliqué un manifestant lors de mes rapides recherches sur le terrain : « Si c'est pour voler de l'argent public, qu'ils construisent au moins des hôpitaux. » À cela s'est agrégée l'indignation vis-à-vis de la PEC 37[3], considérée comme une agression du Congrès envers un pouvoir qui lutte au côté des citoyens contre la corruption et l'impunité. Enfin, l'indignation à l'égard de la proposition de Marco Feliciano, président de la commission des Droits humains et des Minorités, qui vise à traiter l'homosexualité comme une maladie.

Qui a participé aux manifestations et pourquoi ?

9 La question centrale est de déterminer qui est descendu dans la rue. Dans le nouveau scénario social brésilien, sont apparues des couches sociales qui ne sont pas liées au réseau institutionnel contrôlé par le PT, des nouvelles classes moyennes[4]. Il s'agit d'une partie de la population qui s'est élargie avec la croissance économique et a intégré les espoirs de la société de consommation, notamment l'accès à l'enseignement universitaire et la volonté d'échapper aux systèmes de santé publique et d'éducation, considérés comme étant de mauvaise

qualité. Pour ces nouvelles classes moyennes, la multiplication des dépenses s'est traduite par une augmentation des dettes, facilitée par divers systèmes de crédit.

10 Les nouvelles classes moyennes ont été largement encensées par les économistes officiels qui soulignaient l'augmentation des revenus monétaires, oubliant un peu vite les problèmes de la vie quotidienne de ces personnes. Une grande partie de cette population vit dans des foyers sans accès au système de traitement des eaux usées ni à la collecte d'ordures. Les frais mensuels de téléphone, d'accès à Internet, de transport et de remboursement des intérêts des emprunts assèchent les revenus des familles dès le début du mois, sans parler des frais liés à l'enseignement dans des écoles privées et à l'assurance maladie.

11 La manière dont cette nouvelle partie de la population allait s'exprimer politiquement n'était pas claire, tant elle semblait apathique et cynique vis-à-vis du monde politique. Les analystes expliquaient cette attitude de deux manières. Pour certains, il s'agissait d'un groupe qui, s'étant élevé rapidement, était donc satisfait de sa situation. Pour d'autres, parmi lesquels je me situais, il s'agissait d'une population socialement fragmentée et trop préoccupée par des stratégies individuelles de survie.

12 Le diagnostic était peut-être juste pour les parents, mais il s'est révélé faux pour leurs enfants. La majeure partie des manifestants sont des étudiants universitaires qui, compte tenu de la croissance de la population étudiante au cours des dernières décennies, appartiennent à des familles n'ayant rejoint la classe moyenne que récemment.

13 Bien que cette population ait contribué à amorcer les manifestations, des jeunes de différents environnements sociaux, avec des motivations et des orientations politiques diverses, se sont également mobilisés. Pour certains, les sujets les plus graves étaient la mauvaise qualité des services de transport et de santé publique, alors que d'autres, d'origine sociale plus aisée, exprimaient plutôt un malaise par rapport à la corruption et l'impunité des hommes politiques. Ces jeunes, leur cœur et leur esprit, libres de responsabilités familiales et professionnelles, sont descendus dans la rue pour dénoncer les difficultés qu'ils affrontent avec leurs familles et expriment le trouble qu'ils ressentent face aux scandales de la vie politique.

14 Cependant, réduire les motivations des manifestants à leurs seuls « intérêts » économiques ne rend compte ni de la dynamique sociale ni des sentiments qui animent les citoyens en général et les jeunes en particulier. Des valeurs, même diffuses et pas toujours clairement définies, étaient présentes chez tous ceux qui sont descendus dans la rue. Que le drapeau du Brésil et l'hymne national aient été les dénominateurs communs du mouvement n'est pas un hasard. Les manifestants, malgré leurs différences, se sentaient membres d'un même mouvement civique réclamant un pays moins gangréné par la corruption et l'impunité, cela indépendamment du parti politique au pouvoir. Parmi les jeunes manifestants, j'ai souvent entendu : « Pour la première fois je me sens brésilien », « Maintenant je sens que j'ai une patrie ». Bien que le sentiment national et la citoyenneté démocratique puissent être qualifiés de moralisateurs, il ne faut pas oublier qu'ils reposent sur la disposition à défendre une idée de nation et de bien commun, et c'est cela que les manifestants exprimaient.

15 Le nationalisme brésilien, la fierté nationale s'expriment à travers l'identification à des expressions de la société comme le sport ou les arts, tandis que l'organisation sociale et politique évoque traditionnellement des sentiments négatifs. Cet écart a été réduit, et à un certain point dépassé, par les manifestants qui exigeaient des institutions publiques et un système politique auxquels ils puissent s'identifier.

16 Après vingt ans de silence, la jeunesse redécouvre le « *happening* politique » : le sentiment agréable (et qui ne verse pas, pour le moment, dans des idéologies

omnipotentes et totalitaires) de faire partie d'une action collective générant un sentiment d'émancipation et d'autonomisation et suspendant temporairement les préoccupations individuelles. Certes, la situation se distingue du temps où les idéologies occupaient un rôle important et où les objectifs étaient, ou du moins nous semblaient, clairs.

17 Une grande partie des manifestants de juin 2013 ne sont ni pour ni contre le gouvernement. Ils veulent simplement un pays meilleur et se méfient d'un système politique associé à la corruption et à l'impunité. Exiger des manifestants qu'ils aient un programme clair et, faute d'en avoir, les qualifier de romantiques, de doux rêveurs ou d'individus incapables de comprendre qu'il ne peut exister de vie sociale sans institutions, n'a pas de sens. Ils ne pourraient être différents, ils sont ainsi à cause du problème qui les a fait descendre dans la rue : l'affaiblissement des institutions habilitées à élaborer l'agenda du gouvernement. Et ces institutions sont avant tout les partis politiques, mais également les syndicats officiels et la société civile.

18 Les manifestations de 2013 étaient politiques dans le sens le plus fondamental du terme, elles exprimaient une volonté civique touchant, de manière inégale, tous les secteurs de la population. Le plus extraordinaire étant que, malgré les actes de vandalisme, les manifestations n'ont pas représenté l'opposition d'une minorité d'activistes radicaux face à une majorité silencieuse conservatrice ; au contraire, malgré l'insécurité générée, la majorité silencieuse s'est identifiée aux manifestants.

19 Par conséquent, ne pas avoir de plateforme programmatique est normal, ce qui ne veut pas dire que cela ne présente pas de risques. Le principal, dans le cas brésilien en tout cas, n'est pas le risque d'être manipulé par des forces extrémistes, mais plutôt celui d'entretenir une culture de la victimisation, chose que la communication par Internet rend particulièrement propice. Le sentiment d'être une victime est légitime mais n'est productif que dans un premier temps. Après, il faut passer à un sentiment de responsabilité, qui permet de prendre conscience qu'un pays meilleur exige que tous les citoyens – même ceux qui se sentent victimes – assument un rôle actif dans le changement de la culture politique. Cette culture politique qui est présente, d'une manière ou d'une autre, dans les attitudes quotidiennes des citoyens (voir Sorj, 2012). Le changement social commence lorsque nous comprenons que les « coupables » ne sont jamais tout à fait les « autres » et que chacun à son niveau, notamment au moment de voter, devient créateur de changement.

La fin d'une ère ?

20 La démocratie brésilienne s'est « normalisée » et l'on peut s'attendre à ce que le citoyen insatisfait descende dans la rue. À la fois peu et beaucoup de choses ont changé au Brésil : les hommes politiques, les fonctionnaires publics, mais également certains hommes d'affaires liés au système ne peuvent plus compter sur l'apathie ambiante pour continuer à fonctionner selon le mode établi. Il est évident que les différents groupes politiques ont cherché à s'approprier les événements, proposant des récits variés, élaborant même des théories du complot face à une réalité qui échappe aux modèles établis.

21 Pour gagner les élections, il faudra que les partis politiques déchiffrent et traduisent en propositions, ou au moins en promesses, les demandes de la rue. La nouvelle volonté des citoyens va accroître l'incertitude du paysage politique et électoral. Le gouvernement comme l'opposition ont été pris par surprise. Tous les partis politiques ont été affectés et en particulier ceux qui se trouvent au pouvoir, puisque ce sont eux qui ont le plus à perdre. Ils cherchent maintenant à limiter les

dommages en maintenant leur base de soutien électoral déjà consolidée et en proposant un discours du genre : « Nous avons entendu la clameur de la rue. » Le parti le plus affecté, le PT, doit maintenant renouveler son discours vantard de l'ère Lula selon lequel « le Brésil a changé ». Il conserve les instruments du pouvoir qui favorisent la prise d'initiative, et il peut également compter sur l'inefficacité et l'incompétence de l'opposition lorsqu'il s'agit d'en prendre.

22 Pour l'opposition, le défi est plus important. Il s'agit de traduire le mal-être social en une proposition politique suffisamment convaincante qui, même si elle n'éliminera certainement pas la méfiance de la population, devra au moins montrer que les politiciens sont capables de tracer une voie vers un meilleur Brésil. Mais gouvernement et opposition auraient tort de réduire le mal-être social à une simple question d'« augmentation des ressources » pour les politiques publiques. Bien sûr, des ressources supplémentaires peuvent aider, mais ce qui est en jeu, ce ne sont pas des politiques mais bien la politique, soit des changements institutionnels qui limitent la corruption, le gaspillage, le racket des votes parlementaires et l'impunité. Tâche difficile, presque impossible, puisque ceux qui doivent réaliser le changement – le pouvoir exécutif et le Congrès – sont partie prenante dans le statu quo existant.

Bibliographie

Singer, André, 2013, « Brasil, junho de 2013. Classes e ideologias crzadas », *Novos Estudos CEBRAP*, vol. 97, p. 23-40.
DOI : 10.1590/S0101-33002013000300003

Sorj, Bernardo, 2012, « Individualismo transgresor e instituciones públicas: La democratización de la cultura oligárquica en América Latina », Centro Edelstein Working Papers 7. Consultable en ligne : <http://www.bernardosorj.com/Novidades/WP_7_Espanhol.pdf_30_11_2012_1821.pdf>.

Sorj, Bernardo, 2013, « La nueva dinámica política de América Latina : temas para una agenda de investigación », *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, vol. LVIII, no 217, janvier-avril, p. 61-78.
DOI : 10.1016/S0185-1918(13)72274-8

Notes

1 Le parti des travailleurs dont sont issus la présidente actuelle Dilma Rousseff et l'ancien président Luis Inácio « Lula » da Silva. *(Note du traducteur.)*

2 Actuel président du Sénat, il a fait l'objet d'enquêtes disciplinaires menées par le comité d'éthique pour différentes affaires, mais il n'a pas été inquiété à la suite d'un vote du Sénat à scrutin secret. *(N.D.T.)*

3 Proposition d'amendement constitutionnel no 37, surnommée « PEC de l'impunité ». Il s'agit d'un projet de révision de la Constitution qui vise à limiter le pouvoir d'investigation des procureurs du ministère public et des polices fédérale et civile. *(N.D.T.)*

4 Au sujet des nouvelles classes moyennes, le lecteur peut consulter notre article (Sorj, 2013).

Pour citer cet article

Référence papier
Bernardo Sorj, « La politique brésilienne dans une nouvelle ère ? », *Socio*, 3 | 2014, 367-374.

Référence électronique
Bernardo Sorj, « La politique brésilienne dans une nouvelle ère ? », *Socio* [En ligne], 3 | 2014, mis en ligne le 25 octobre 2014, consulté le 13 juin 2015. URL : http://socio.revues.org/738 ; DOI : 10.4000/socio.738

Auteur

Bernardo Sorj
Professeur à l'Institut des hautes études de l'université de São Paulo et directeur du Centre Edelstein pour la recherche sociale. Il est l'auteur de vingt-huit livres sur la théorie sociale, les structures sociales, les relations internationales de l'Amérique latine et l'impact des nouvelles technologies. Site internet : http://www.bernardosorj.com/
bernardosorj@yahoo.com

Droits d'auteur